



Les voyous, ce sont l'État et les patrons qui licencient Contre leur politique, Reconstruire un rapport de force NPA Pour imposer notre droit à vivre dignement

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 6 OCTOBRE 2016

En janvier, il y avait eu la condamnation à 9 mois de prison ferme pour huit syndicalistes de l'usine Goodyear d'Amiens. Condamnés comme des criminels pour avoir « séquestré » pendant 30 heures deux cadres, en s'opposant à la fermeture de leur usine qui jetait 1 143 travailleurs sur le carreau. Depuis, seuls 120 ont retrouvé un emploi en CDI.

Mardi et mercredi dernier, c'était au tour de quinze salariés d'Air France d'être jugés au Tribunal de Bobigny, suite à l'épisode des chemises arrachées. Des peines de 2 à 4 mois de prison avec sursis ont été requises contre cinq d'entre eux pour « violence en réunion » et 1 000 € d'amende contre les onze poursuivis pour « dégradation ».

De ce procès, le journal « *Le Monde* » n'aura retenu que les vidéos des « visages hagards » des deux Directeurs ressources humaines « tentant d'échapper à une meute en colère » !

Mais pas un mot pour dénoncer la « violence » des annonces des dirigeants d'Air France : la suppression de 2.900 emplois. Pas un mot de compassion, non plus, pour ceux et celles venus manifester leur refus de voir leurs vies partir en lambeaux, et pas seulement leurs chemises.

Un patronat à l'offensive

Après avoir été confronté à 4 mois de mobilisations contre la loi travail, le patronat est repassé à l'offensive. Depuis plusieurs semaines, dans tout le pays, dans tous les secteurs, les plans de suppressions d'emplois se succèdent : chez SFR, Philips, Servier, Gefco, HSBC, Intel et tant d'autres. En cette rentrée, c'est plus de 40 000 suppressions d'emplois qui sont annoncées.

Résultat : après avoir claironné en août que la courbe du chômage s'inversait, avec « son niveau le plus bas depuis 2012 », le gouvernement annonce une nouvelle progression du nombre des chômeurs sur le mois d'août. Toutes catégories confondues, on arrive à 6,275 millions de demandeurs d'emplois.

Où est donc passé le million d'emplois promis par Gattaz, le chef du MEDEF, en échange de

l'instauration du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE). Il a pourtant coûté près de 19 milliards à l'État, rien qu'en 2015, soit un tiers des recettes de l'impôt sur les sociétés ?

Il faut une politique anticapitaliste

Face à ce massacre social, les solutions politiques de la droite comme de la gauche de gouvernement sont identiques. Pour elles, face à la mise en concurrence mondialisée, pas d'autres solutions que d'aider encore et toujours les entreprises, à flexibiliser davantage l'emploi, à baisser les « charges » qui sont pourtant une partie de notre salaire, à préserver l'emploi « en France » ou l'emploi des « Français »...

Pour eux, pas question de remettre en cause la dictature patronale. Pourtant, c'est de mesures radicales dont nous avons besoin, qui donnent l'envie de se mobiliser. A commencer par l'interdiction des licenciements et la réduction massive du temps de travail, sans réduction de salaire, jusqu'à disparition totale du chômage.

Pour y parvenir, il faudra en finir avec la propriété capitaliste. C'est pourquoi nous défendons la nécessité d'exproprier les entreprises qui licencient. Et de

confier la production et son organisation aux salariés afin de satisfaire les besoins sociaux, sous le contrôle de la population.

Construire la riposte

Il y a donc urgence à coordonner tous les secteurs touchés par les suppressions d'emplois ou par la répression qui frappe ceux et celles qui s'opposent à la politique du patronat et du gouvernement. Et à reprendre l'offensive débutée au printemps contre la Loi El Khomri. Parce que les capitalistes ne connaissent qu'une règle: le rapport de forces.

Les 19 et 20 octobre à Amiens, le rassemblement de soutien aux 8 syndicalistes de Goodyear – à l'occasion de leur procès en appel – doit être l'occasion de commencer à modifier ce rapport de forces.



COMMUNICATION... FRAUDULEUSE

La direction n'en manque pas une. Pour nous vendre son nouvel accord de compétitivité, elle veut nous faire croire que le premier nous a apporté joie et félicité. « Maintien de tous les sites industriels », mais fermeture d'un centre technique (Rueil) et perte de 7 500 emplois, soit l'équivalent de deux usines. « Système d'intéressement plus rétributeur : +50% entre 2013 et 2016 », mais Augmentations Générales de Salaires à 0% pendant 3 ans et montant des dividendes des actionnaires 6 fois plus élevé que l'intéressement des salariés. Et enfin un niveau d'embauches « trois fois supérieur à l'engagement », alors que les 2000 embauches ne vont même pas compenser le surplus de départs (9 847 départs projetés pour fin 2016 pour 8 260 initialement prévus).

Si la Répression des fraudes tombe sur un mail aussi mensonger, la direction a encore du souci à se faire...

ALSTOM : HOLLANDE EN CAMPAGNE SUR LES FONDS PUBLICS

Tout le monde l'a compris. Il fallait sauver Alstom Belfort pour sauver le candidat Hollande. Tant mieux pour les salariés du site, qui voient l'horizon se dégager. Mais quel avenir pour les 11 sites Alstom en France ? A Ornans (Doubs), déjà 50 emplois sur 300 sont sur la sellette. Et il faudra bien qu'on nous explique pourquoi les 40 000 autres salariés dont l'emploi en France est menacé à court terme (5 000 chez SFR par exemple) ne bénéficient pas de la même sollicitude. Patrons et actionnaires peuvent licencier sans crainte. Soit l'Etat dit qu'il ne peut rien faire, soit il les inonde d'argent public pour éviter le pire. Tout ça pour éviter de remettre en cause le sacro-saint droit des capitalistes de faire ce qu'ils veulent de nos vies. C'est bien le cas avec Alstom : un rafistolage électoral coûteux pour les finances publiques, comme si les actionnaires d'Alstom n'avaient pas le sou. Comment ont-ils fait alors pour dépenser ces dernières années 3,2 milliards en rachat de leurs propres actions ? Mais ne comptons pas sur Hollande, Sarkozy, Le Pen ou les autres pour s'en prendre aux capitalistes et faire payer aux actionnaires le maintien intégral de l'emploi.

SMART, VALEO...

ILS VEULENT EN FINIR AVEC LES 35 HEURES

Depuis lundi dernier, les salariés de l'usine Smart de Hambach en Moselle travaillent 39h payées 37h. On se rappelle l'odieux chantage de la direction de Smart l'an dernier : « *C'est cela où l'usine ferme !* ». Vu l'opposition des syndicats majoritaires CGT et CFDT, et pour arriver à ses fins, elle a d'abord organisé un referendum, puis elle a fait signer à chaque salarié un avenant à son contrat de travail. Refuser de signer signifiait le licenciement à coup sûr. Un genre d'application avant l'heure de la « loi travail ».

Aujourd'hui, c'est chez Valeo-Angers que sous prétexte d'améliorer la productivité, la direction veut

faire passer 800 salariés de 35 à 40h, en trois équipes, avec le même salaire. Même avec les jours de RTT proposés, cela correspondrait à 136h récupérées gratuitement par la direction. Sans compter les risques pour la santé. Le travail gratuit pour engraisser les actionnaires, ça suffit !

SHIMON PERES, HOMME DE PAIX : UNE LÉGENDE BIEN UTILE

Hollande, Obama et autres : un monde fou s'est rendu la semaine dernière à l'enterrement de Shimon Peres. Tous ont rendu hommage à l'artisan des accords d'Oslo, prix Nobel de la Paix à ce titre en 1994 avec Yitzhak Rabin et Yasser Arafat. Une légende d'homme de paix bien utile pour masquer le reste.

Ex-ministre, ex-président, Peres a été à l'origine du nucléaire israélien. Grâce entre autres à ses liens avec le Parti socialiste de Guy Mollet à l'époque, il a pu faire de l'État d'Israël la puissance militaire qui, avec « la guerre des Six jours » en 1967, a colonisé la Cisjordanie, Jérusalem-Est et Gaza. Ils se sont tous évidemment abstenus de rappeler que Peres était un fervent partisan de la « colonisation » des territoires palestiniens occupés. Sans parler du criminel de guerre qui, lorsqu'il était premier ministre en 1996, pendant l'opération « Raisins de la colère » sur le Sud Liban, a fait bombarder un camp de réfugiés des Nations Unies à Cana. Bilan plus de 100 morts : des femmes, des enfants, des vieillards. Peres : un homme de paix ?

LE FRONT NATIONAL AUX CÔTÉS DES PAUVRES OU CONTRE EUX C'EST QUAND ÇÀ L'ARRANGE

Pour faire des voix, le Front National fait feu de tout bois. Un jour aux agriculteurs, artisans et commerçants, il vend l'image de salariés trop payés, trop protégés. Le lendemain, pour draguer les voix des salariés, il dénonce les chômeurs et les pauvres qui se complairaient dans l'assistanat : des « *profiteurs* » en quelque sorte. Et voilà qu'aujourd'hui, pour justifier leur ignoble campagne contre l'accueil des migrants (quasi assimilés à terroristes), ils se posent en défenseurs des pauvres et des chômeurs auxquels il faudrait réserver les aides publiques. Ce qui ne les empêche pas, dans les communes qu'ils dirigent, de couper les vivres aux associations qui s'activent dans les quartiers populaires. Dernier exemple en date : à Hayange, en Moselle, le maire Front National avait déjà décidé de ne plus subventionner le Secours Populaire. Il vient cette semaine de leur envoyer huissier et police municipale pour les expulser du local qu'ils occupent depuis des années. Tout un symbole !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique